

JURISTE

Offre n° 0014231201283299

Publiée le 01/02/2024



Synthèse de l'offre

Employeur : COLOMBELLES

Mairie - Place François Mitterrand

14460 COLOMBELLES

Site web de l'employeur : <http://www.colombelles.fr>

Lieu de travail : COLOMBELLES

Poste à pourvoir le : Dès que possible

Date limite de candidature : 25/02/2024

Type d'emploi : Emploi permanent - vacance d'emploi

Nombre de postes : 1

Détails de l'offre

Famille de métiers : Affaires juridiques > Prévention des risques juridiques et contentieux

Grade(s) recherché(s) : Attaché

Attaché principal

Métier(s) : [Responsable des affaires juridiques](#)

Ouvert aux contractuels : Oui , à titre dérogatoire par rapport aux candidatures de fonctionnaires ([Art. L332-8 disposition 2 du code général de la fonction publique](#))

Un contractuel peut être recruté sur ce poste si aucune candidature d'un fonctionnaire ne convient, et car les besoins des services et la nature des fonctions le justifient. Le contrat proposé ne peut excéder trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Temps de travail : Temps complet, 1607 heures annuelles

Télétravail : Oui

Management : Non

Expérience souhaitée : Confirmé

Rémunération indicative : Rémunération statutaire / RIFSEEP (IFSE+CIA) / Prime annuelle / Participation protection sociale/CNAS/FMD

Descriptif de l'emploi :

La commune de Colombelles (7000 habitants) est aujourd'hui une commune attractive et innovante au sein de la Communauté Urbaine Caen La Mer Normandie, offrant de nombreux équipements et services, de nouveaux quartiers d'habitat, des parcs d'activités économiques représentant pas moins de 5000 salariés et 600 entreprises. Lieu de vie, de travail, de culture et de partage, la Ville doit constamment se renouveler pour s'adapter aux défis et enjeux contemporains et faire de Colombelles une ville "résiliente, solidaire et innovante". Dans ce contexte, la Ville de Colombelles recrute son JURISTE (H/F), collaborateur direct de la Directrice Générale

des Services.

Missions / conditions d'exercice :

- Protéger juridiquement la collectivité en apportant une expertise juridique au DGS, aux services et aux instances décisionnelles.
- Etre en appui sur la bonne exécution contractuelle et réglementaire des projets.
- Accompagner la mise en œuvre des politiques publiques et le fonctionnement institutionnel de la Ville.
- Elaborer et gérer les contrats complexes en matière de commande publique.
- Appuyer les services sur certains domaines spécifiques : commande publique, urbanisme, droit électoral, ressources humaines...
- Sécuriser le processus décisionnel et les diverses procédures, y compris les montages juridiques complexes.
- Gérer la préparation et le suivi des séances du Conseil Municipal.
- Organiser le contrôle préalable des actes.
- Gérer les contentieux, précontentieux et expertises juridiques.
- Elaborer et contrôler les actes juridiques et/ou administratifs de la collectivité.
- Assurer une veille juridique (législative, technique...) et diffuser l'information.
- Participer à la définition et à la mise en œuvre de nouvelles procédures.
- Toutes missions utiles à la bonne marche du service.

Profils recherchés :

- Diplôme Master / Master 2
- Solide maîtrise du droit public.
- Connaissance du cadre législatif et réglementaire du fonctionnement des collectivités territoriales.
- Connaissances spécifiques en matière de commande publique.
- Maîtrise des techniques de recherche documentaire de l'information juridique.
- Maîtrise des principes de structuration et de rédaction des actes juridiques.
- Capacité à travailler en équipe et en transversalité, qualités relationnelles.
- Faculté à s'adapter aux évolutions, réactivité.
- Esprit de synthèse et capacité d'analyse.
- Qualités rédactionnelles.

Contact

Contact : 0231352500

Informations complémentaires :

Temps de travail hebdomadaires 37h30 (ouvrant droit à 14 RTT)

Page de candidature en ligne : <http://www.emploi-territorial.fr/candidature/o014231201283299-juriste>

Travailleurs handicapés

Conformément au principe d'égalité d'accès à l'emploi public, cet emploi est ouvert à tous les candidats remplissant les conditions statutaires requises, définies par le code général de la fonction publique.

À titre dérogatoire, les candidats bénéficiant d'une reconnaissance de qualité de travailleur handicapé peuvent accéder à cet emploi par voie contractuelle.